



NPA
POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

Pour prendre contact : www.npa31.org
Envoyez vos coordonnées à : LCR / NPA 31, 9, rue Cornaille, 31100 Toulouse / contact@npa31.org / 05 61 76 12 13

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique

Prénom Nom :

Adresse :

Tél. :

/ Courriel :

Tous ensemble pour refuser de payer leur crise

A lors que les milliards coulent à flot pour les banquiers et les patrons, les salariés sont invités à payer les frais de la crise du système capitaliste. Présenté le 28 octobre, le troisième volet du « plan anti-crise », soi-disant destiné à soutenir l'emploi, se résume à de nouvelles attaques contre la majorité de la population.

Sarkozy n'a rien dit sur les licenciements collectifs et les plans sociaux qui s'accumulent dans l'automobile, la vente par correspondance, le bâtiment et d'autres secteurs. Il n'a nullement remis en cause les 30 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique. Par contre, il utilise cyniquement la baisse du pouvoir d'achat et la hausse du chômage pour détruire un peu plus les garanties collectives et les droits sociaux.

LES PATRONS EN RÊVAIENT...

Ainsi, la relance des contrats aidés signifie transférer sur le budget de l'État le coût de milliers d'emplois supprimés par le patronat. Cette mesure, tout comme les nouvelles facilités données pour embaucher en CDD, aggrave la casse du droit du travail en favorisant l'emploi précaire et sous-payé au détriment d'un emploi décent.

S'y ajoutent la loi devant autoriser le travail le dimanche et, maintenant, les premiers pas en vue de repousser l'âge de la retraite à... 70 ans ! Ce rêve de patron, Sarkozy et le MEDEF veulent le faire passer dans la réalité. Comme mesure contre le chômage on fait mieux !

Ces décisions ont provoqué un premier tollé chez les syndicats de pilotes qui soulignent la dangerosité de faire travailler jusqu'à 65 ans les pilotes de ligne.

Mais ça ne passera pas comme « une lettre à la poste », pas plus que la privatisation de La Poste puisque Guaino, conseiller de Sarkozy, vient d'annoncer le gel de la « réforme » du statut de la Poste. C'est un premier recul qui fait suite au succès de la grève du 23 septembre et à la mobilisation des postiers et de la population contre la privatisation. Nous devons exiger le retrait pur et simple du projet de privatisation de La Poste. Comme nous devons refuser le recul de l'âge de la retraite.

UN PLAN D'URGENCE EN DÉFENSE DES SALARIÉS

Une mobilisation unitaire est nécessaire pour bloquer ces attaques et imposer un plan alternatif. C'est aux privilégiés de payer pour la crise dont ils sont responsables :

- 300 € d'augmentation pour tous, le SMIC à 1500 € net, indexation des salaires sur les prix.
- Interdiction des licenciements (obligation imposée solidairement au patronat de maintenir les contrats de travail), ouverture des livres de compte afin de pouvoir vérifier où va l'argent.
- Retour à la retraite à 60 ans, avec pas moins de 75 % du salaire au bout de 37,5 annuités.
- Pour que le crédit serve aux besoins sociaux et non à la spéculation : nationalisation des banques sans indemnité ni rachat, service public bancaire unique sous le contrôle des salariés et de la population.
- Défense et extension de tous les services publics.

le 3 novembre 2008

**Le capitalisme a fait faillite... Chassons-le !
Un autre monde est possible : le socialisme !**

MEETING - DÉBAT

**mardi 18 novembre 20 h 30, salle des allées de Barcelone, Toulouse
avec Cédric Durand (économiste) et Myriam Martin (porte-parole NPA 31)**